

Les problèmes mondiaux exigent une action unie et une ONU forte

Partage international n° [387](#) - Novembre 2020

par Graham Peebles

Quelle que soit la région du monde où nous vivons, nous sommes tous touchés par les problèmes qui affectent la planète. L'urgence environnementale ; la guerre et le terrorisme ; la pauvreté, en particulier l'insécurité alimentaire, la surpopulation et le déplacement de personnes ; les pandémies et les épidémies. Ces crises ne s'arrêtent pas aux frontières, les États nations ne peuvent les maîtriser ; ni les gouvernements ni les entreprises ne peuvent les appréhender seul. Il s'agit de problèmes mondiaux interconnectés qui exigent une réponse planétaire coordonnée.

Réunis par des intérêts économiques ou par des préoccupations géopolitiques communes, divers groupes d'alliés et alliances régionales existent dans le monde. Et s'ils présentent, du moins en théorie, la possibilité d'une unification des nations, l'intérêt, l'idéologie et la tendance politique dominant l'approche de nombreux gouvernements face aux problèmes mondiaux : il est rare de parvenir à un consensus, et encore plus difficile de mettre en œuvre les accords de manière cohérente. De plus, avec la montée du nationalisme tribal ces dernières années, une tendance dangereuse portée par de grandes nations comme les États-Unis, la Russie et la Chine (toutes plus ou moins sous la coupe d'un dictateur), l'espace de coopération et d'unité s'est encore réduit, les grandes questions d'actualité ont été ignorées ou, dans de nombreux cas, exacerbées.



Photo : [Shabanmasengesho, CC BY-SA 4.0](#), via Wikimedia Commons

Les Nations unies représentent un point culminant des réalisations humaines.

Les Nations unies : et maintenant ?

Et maintenant, il y a la Covid qui a mis en exergue nombre des faiblesses de cette approche unilatérale, ainsi que les inégalités du modèle socio-économique. La pandémie qui a également révélé la nécessité d'un réajustement des objectifs en matière de besoins collectifs, et pour les nations, celle de travailler en coopération afin de répondre aux problèmes mondiaux, sous la direction coordonnée d'un organisme international. Un organisme libre de toute idéologie politique doit être non partisan et s'efforcer d'obtenir le plus large consensus possible.

Créée en 1945, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Organisation des Nations unies (ONU), est avec ses 15 agences spécialisées, le choix parfait pour assumer un rôle aussi vaste que primordial. Non pas en adoptant des pouvoirs de gouvernance sur les États membres, mais en étant investie d'un nouveau statut, fondé sur le constat que certaines questions exigent une action stratégique unifiée, une réponse élaborée par un large consensus, et la compréhension que l'avenir des pays pris isolément repose sur la santé et la stabilité de l'ensemble.

Certes, l'ONU a ses détracteurs ; comme toutes les organisations mondiales, elle est imparfaite, mais elle représente un point culminant de l'accomplissement humain et le monde est un lieu plus riche du fait de son existence. Des millions de personnes ont été nourries, éduquées et soignées grâce aux agences de l'ONU. L'une des réalisations les plus significatives

de son histoire (et de l'humanité) a été la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), proclamée en 1948.

Cette déclaration affirme le droit de ne pas être asservi, le droit à la liberté d'expression, le droit à la nourriture, à un logement et le droit de demander l'asile contre la persécution. Bien que les nombreux articles n'aient pas encore été mis en application, l'existence de la DUDH est d'une importance cruciale, car elle établit un ensemble de droits pour chaque être humain dans le monde. Et, alors que nous entrons dans une nouvelle ère, la DUDH pourrait servir de base pour orienter un changement structurel, en particulier son article 25 qui stipule que : « *Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.* »

Dans le modèle socio-économique actuel, ces droits n'existent nulle part sur la planète ; explorés et développés de manière créative, ils pourraient constituer la base d'un système économique nouveau et juste, conçu pour garantir la mise à disposition pour tous de ces exigences essentielles, quelles que soient la condition de naissance ou la situation financière.

L'objectif général de l'ONU est « *le maintien de la paix et de la sécurité internationales* », ce qu'elle tente d'assurer en « *œuvrant à la prévention des conflits, en aidant les parties en conflit à faire la paix, en assurant le maintien de la paix et en créant les conditions permettant à la paix de se maintenir et de s'épanouir.* »

Cependant, les Etats membres poursuivant leurs propres programmes idéologiques, et comme les Nations unies n'ont qu'une influence limitée ou nulle pour s'attaquer aux causes sous-jacentes des conflits, elles n'ont pas été en mesure d'atteindre cet objectif. En conséquence, des guerres de différents niveaux, y compris le terrorisme (d'État et non étatique), a constamment fait rage dans une région ou une autre du monde.

Au sein de l'ONU, il existe toute une série de départements concernés par les problèmes mondiaux évoqués, des agences qui débordent d'expertise et de personnes de bonne volonté. Mais qu'il s'agisse du HCR (en charge des réfugiés), de l'OMS ou de

l'agence des Nations unies pour l'environnement, leurs efforts pour agir dans l'intérêt de ceux qu'ils servent sont trop souvent entravés par l'approche égocentrique étroite des Etats membres, par le pouvoir exercé par le Conseil de sécurité composé de 15 membres, en particulier les cinq permanents (P5), par le manque de financement et par un rôle mondial quelque peu ambigu.

Les acteurs du changement

Au premier plan concernant la Covid, l'OMS s'efforce de faire en sorte que « *tous les peuples atteignent le niveau de santé le plus élevé possible* », c'est-à-dire le bien-être physique, mental et social. Et beaucoup a été accompli au cours des soixante-dix années écoulées depuis sa création. Mais dans les pays en développement (qui ne peuvent financer les soins de santé de manière adéquate), l'accès aux services médicaux est extrêmement limité et, comme dans les pays où les soins de santé ne sont pas fournis gratuitement par l'État, la qualité des traitements reçus est liée au statut économique des patients. L'agence a été critiquée (notamment par les Etats-Unis) pour ne pas avoir agi assez rapidement face à la pandémie. Il est certain que des erreurs ont été commises lors des premières semaines car il aurait fallu que la réponse mondiale au virus soit coordonnée par l'OMS ; avec des méthodologies cohérentes - tout en étant adaptées à des populations spécifiques - avec des messages clairs et des informations scientifiques détaillées. Au lieu de cela, les nations se sont repliées sur elles-mêmes et ont formulé leur propre approche.

Avec le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), l'ONU Environnement a potentiellement le rôle le plus important de toutes les agences des Nations unies. L'urgence environnementale est la crise actuelle la plus impérieuse et exige une approche unie de tous les pays, mais malgré la reconnaissance générale de la crise, l'action des Etats et du monde des affaires est lente, voire inexistante. L'objectif des agences visant à encourager le partenariat pour « *prendre soin de l'environnement* » est contrarié par les forces du marché et le mode de vie tourné vers le consumérisme, implacablement encouragé par les grandes entreprises et suivi par la masse de l'humanité. Les gouvernements sont aveuglés par la « *croissance* » et le respect de l'environnement est une considération secondaire, si tant est qu'il soit pris en compte. Cela doit changer et de toute urgence si l'on veut prendre à temps les mesures nécessaires pour restaurer la planète. L'urgence environnementale est une crise mondiale d'une ampleur sans précédent, et il faut une réponse unie

et coordonnée à la mesure des besoins, sous la direction des agences des Nations unies chargées de l'environnement.

On estime à environ deux milliards le nombre de personnes en « *insécurité alimentaire* » dans le monde, dont un peu moins d'un milliard « *n'ont pas assez à manger* ». « *Réduire la précarité alimentaire et la pauvreté rurale* » est la préoccupation de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). Sans son travail, des millions de personnes supplémentaires seraient affamées ou sous-alimentées, comme en Afrique subsaharienne, où près d'un quart de la population est sous-alimenté - le chiffre le plus élevé de toutes les régions du monde. En Asie du Sud-Est, ce chiffre est d'environ 12 %, mais en Inde, où vit un tiers des pauvres du monde, près de 40 % des enfants sont sous-alimentés.

La sécurité alimentaire est liée au niveau de surpopulation ; à mesure que la population augmente, la demande de nourriture augmente, tout comme la quantité de terres nécessaires à l'agriculture. C'est un problème particulier dans certains pays en développement, notamment en Inde, où la population est passée de 300 millions au moment de son indépendance (1947) à 1,3 milliard aujourd'hui. Selon les estimations les plus courantes, la planète peut confortablement faire vivre 3,5 à 4 milliards de personnes, mais la population mondiale s'élève actuellement à 7,8 milliards. En principe, cependant, il y a assez de nourriture pour tous ; la famine et la malnutrition sont fondamentalement des problèmes de pauvreté et de distribution, et non de surpopulation, bien qu'il s'agisse d'un problème important, qui non seulement aggrave l'insécurité alimentaire mais a aussi un impact dévastateur sur l'environnement.

La faim, l'urgence environnementale, les conflits sociaux, des soins de santé déficients, l'éducation médiocre et les logements insalubres, les inégalités, toutes ces questions sont interconnectées, l'une ayant un impact sur l'autre. Et la plupart sinon toutes proviennent du système socio-économique injuste omniprésent. C'est une idéologie qui a entraîné la marchandisation de tout dans tous les domaines de la vie, et même de l'environnement, l'alimentation, les soins de santé et l'éducation. Pas d'argent, pas de nourriture ; pas d'espèces, pas de soins de santé ; pas de revenus, une éducation inexistante et des logements de mauvaise qualité. En tant que moyen d'organiser la vie socio-économique de l'humanité, de promouvoir le bien-être humain et la santé environnementale, ce système est totalement déficient, voire nuisible. Et quels que soient les

programmes de soutien et de relance élaborés pour éponger la crise économique due à la Covid, il s'agit d'un système en déliquescence ; un navire en perdition, propulsé uniquement par l'élan du passé ; et il doit être réformé en profondeur.

Régénérer les Nations unies

L'introduction du partage et une régénération des Nations unies sont essentiels pour apporter des changements socio-économiques et surmonter les problèmes mondiaux évoqués ci-dessus. La plupart des gens et de nombreuses nations sont pauvres, ou mal lotis, mais le monde est riche, surabondant. C'est un monde abondant et chacun a le droit de bénéficier de ses richesses communautaires.

Le partage en tant que principe de vie doit être implanté dans tous les domaines de la vie, une graine fédératrice de bien-être infusant tous les systèmes et modes de vie. Cela nécessitera la création d'une nouvelle agence des Nations unies (un « *Bureau des Nations unies pour le partage* » peut-être) et enfin la dissolution du Conseil de sécurité, actuellement la composante la plus puissante de l'ONU. La nouvelle agence évaluerait les besoins, concevrait des systèmes de partage et superviserait leur mise en place ; elle serait chargée de la distribution équitable, d'abord de la nourriture et de l'eau, puis, par le biais d'un programme massif de volontariat, des autres ressources nécessaires détenues au sein de la communauté mondiale, y compris les connaissances, les compétences, la créativité, le savoir-faire technique, etc. Dans un monde unifié où les nations coopèrent, toutes ces ressources destinées au bien commun seraient mises à la disposition de tous, quelle que soit leur nationalité ou la situation économique.

Tous les pays sont défailants dans certains domaines, mais lorsque l'humanité commencera à fonctionner en tant que communauté mondiale, les besoins de tous pourront être satisfaits ; il suffit de respecter et de reconnaître les besoins de tous et d'apprendre à partager. Et bien que les systèmes actuels aillent à l'encontre de ces principes de bon sens, il est possible, grâce à l'exercice cohérent de la bonne volonté, de réaliser beaucoup de choses dans le respect des contraintes existantes, démontrant ainsi ces limites et modifiant l'atmosphère collective.

Le partage est une qualité extraordinairement puissante ; à la fois une action et une attitude de l'esprit, c'est l'étincelle qui allume la mèche du changement fondamental. Il encourage la coopération et cultive la confiance, et lorsque la confiance existe, beaucoup de choses peuvent être

réalisées entre les individus et les groupes. Le partage crée un espace dans lequel la tolérance et la justice sociale peuvent s'épanouir, et son expression rend manifeste la reconnaissance de notre unité naturelle. C'est une forme de respect et le respect entre les peuples aide à construire des relations, et lorsque des relations existent, on peut aborder les conflits de manière conviviale et trouver des solutions.

Alors que les signes extérieurs et les voix les plus fortes divisent de plus en plus, un changement de conscience se produit dans le monde entier, un élan irrésistible en faveur de la paix, de la justice et de l'action environnementale balaie la planète, exigeant

un réel changement. Nous ne pouvons traiter les grandes questions actuelles que de façon unie et synchronisée. Pour cela, nous avons besoin d'une ONU dynamique et totalement indépendante.

Auteur : Graham Peebles, écrivain indépendant britannique et travailleur caritatif, il a créé l'ONG The Create Trust en 2005 et a mené des projets éducatifs en Inde, au Sri Lanka, en Palestine et en Ethiopie.

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : Divers